

QUI EST RESPONSABLE EN CISJORDANIE ?

Par Yehuda Bauer haaretz 28 08 07

Il est impossible qu'un état moderne existe sans qu'il ait le monopole du pouvoir sur les militaires, la police ou toute autre puissance, et son utilisation en accord avec la loi. Quand un centre alternatif à la puissance publique se met en place, donnant comme consigne à un nombre significatif de citoyens de ne pas reconnaître l'autorité du gouvernement, alors celui-ci est miné de l'intérieur.

Le gouvernement démocratique a le monopole de la puissance en Israël, dans les frontières de la ligne verte. Les forces israéliennes de sécurité ont le contrôle en Cisjordanie, dans le sens que, avec des succès réels, elles protègent les intérêts d'Israël face à la résistance armée des groupes terroristes palestiniens. Le prix du succès est un régime très sévère auquel les résidents arabes de la Cisjordanie sont assujettis.

Mais Israël ne contrôle pas les centaines de milliers de colons juifs de Cisjordanie. Ceux-ci acceptent la règle israélienne seulement dans la mesure où elle fonctionne en leur faveur. Quand ils pensent que ce n'est pas le cas, alors dans le meilleur des scénarios, ils l'ignorent ; autrement, ils réussissent à lui résister.

La police, les services de sécurité et l'armée sont sous la menace constante de la résistance active de la part des colons, et les soumettent à une constante menace. La prééminence qui serait nécessaire sur cette nouvelle puissance n'existe plus. Il y a donc deux États ; l'un avec un gouvernement démocratique à l'occidental, et l'autre soumis à une règle religieuse extrémiste, messianique.

Voici un scénario complètement imaginaire :

Sous la pression du Quartet et d'autres forces politiques, le gouvernement israélien et l'autorité palestinienne concluent un accord. Israël doit se retirer aux frontières de 1967. Un État palestinien sera établi, comportant un échange de territoires qui laissera la plupart des colonies de la Cisjordanie aux mains israéliennes. Israël accepte, après l'approbation de la Knesset et un référendum national, d'évacuer dans un délai de 10 à 15 ans les dizaines de milliers de colons des communautés qui ne sont pas inclus dans ces échanges. Jérusalem doit être divisée, avec un libre échange entre les deux côtés. Le Mont du Temple sera transféré au contrôle du Waqf, et chacun aura accès à celui-ci, sous une surveillance internationale efficace. Les réfugiés palestiniens seront absorbés par le nouvel État palestinien, et seul un nombre très petit pourra entrer dans le territoire israélien dans le cadre de l'unification de famille. Une tierce partie assurera la cohérence du côté financier de l'affaire. Les états arabes, hormis la Syrie et le Liban, reconnaîtront Israël et créeront des liens financiers normaux avec lui.

Est-ce qu'avec ce scénario imaginaire, il viendrait à l'idée de quelqu'un de croire que les dizaines de milliers de colons laisseront évacuer leurs maisons en chantant la « Hatikva » (hymne israélien) et se mettront à danser ? Il est clair que la résistance sera violente, et la jeunesse des implantations d'hier deviendra des milices armées.

Les forces de défense d'Israël, si aucun changement n'intervient, prêteront une oreille compréhensive aux colons plutôt que d'appliquer résolument la loi, parce que le gouvernement a déjà perdu le monopole de l'utilisation de la puissance selon la loi.

Il n'y a aucune vérité à la tradition bien connue qui dit que le Deuxième Temple a été détruit à cause de la haine gratuite ou de rivalités fratricides entre Juifs. Le Temple a été détruit parce que des extrémistes religieux et messianiques ont forcé la nation à se rebeller contre un empire mondial et qu'ils n'avaient aucune chance de vaincre. Cette fois-ci, on aura un scénario (imaginaire) dans lequel une minorité religieuse radicale empêchera aussi la paix; les assassins politiques fanatiques de la période du Deuxième Temple ont trouvé de dignes successeurs.

L'auteur est professeur honoraire à l'université hébraïque de Jérusalem.